

## SOMMET, AUJOURD'HUI, DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

# Hollande et les autres veulent faire les poches à Angela Merkel

*En deux ans, Bruxelles a abrité plus d'une vingtaine de sommets de chefs d'Etat et de gouvernement européens. Chacun d'entre eux était considéré et estampillé comme celui de la «dernière chance» ou de la «dernière espérance». Ce qui revient au même. A chaque fois, l'on disait que l'Union européenne a trouvé la formule pour sauver sa peau, s'est parée de nouveaux instruments pour faire face à la crise...*

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Dès les responsables rentrés chez eux, les marchés, les seuls maîtres en définitive, ici et ailleurs, reviennent à la charge et exigent de nouvelles mesures d'austérité, de rigueur, de réduction du service public, des soins de santé, des allocations sociales, des prestations de solidarité.

L'Europe n'en peut plus et les marchés ne s'arrêtent plus d'en vouloir plus. Aujourd'hui, c'est le même scénario...

François Hollande, le Français dont c'est le premier sommet, grand espoir devant l'Eternel des désargentés du Sud du continent — ses propos de campagne laissaient supposer que la France pouvait permettre du répit dans l'austérité et faire gagner quelque temps aux endettés — semble revenir à la raison, aux dures lois du marché, des marchés.

Pire, le conciliabule d'aujourd'hui s'ouvre sur des demandes pressantes de l'Espagne et de Chypre d'aides financières et de prêts à court, moyen et long terme. Sans cela, Madrid et Larneca risquent de ne plus pouvoir continuer de rembourser leurs emprunts et de ne pas tenir leurs engagements envers l'Europe. Avec la Grèce, en réanimation artificielle, laquelle veut un coup de pouce, l'Italie dont les effets du redressement entamé par Monti, le banquier qui a sauvé Rome des inconduites de Silvio Berlusconi, tardent à voir le jour, l'Irlande, mendicante et orgueilleuse, le Portugal qui arrive à peine à rembourser non pas sa dette, mais les services de cette dette et qui ne tardera pas, selon les observateurs, à redemander quelques milliards d'euros en plus. L'Europe est au bord de l'im-



plosion et l'euro n'est pas encore définitivement hors de course. Le bras de fer annoncé entre Paris et Berlin autour du pacte de stabilité auquel Hollande veut ajouter un volet croissance inscrit dans le marbre du traité, risque, sans doute, de tourner au désavantage du compagnon de Valérie Trierweiler. Le locataire de l'Elysée, en effet, ne peut faire les poches à Merkel et donner aux autres.

La chancelière allemande, le seul bon élève, en définitive de la zone euro, a dit dès avant l'ouverture du sommet que Berlin ne mettra plus un euro sur la table pour financer la dette de qui que ce soit. Selon Berlin, pas enchanté du tout,

qui paye ses dettes s'enrichit. Alors que pour Madrid, Athènes, Rome, Larneca, Lisbonne et Dublin, rembourser, c'est crever la dalle. En euro zone, les uns et les autres ne disent plus la même chose. Au sein de cet ensemble composite, il y a les riches et il y a les pauvres.

Une seule monnaie les unit, mais c'est tout. L'euro sonne différemment que l'on soit allemand ou grec... Le sommet d'aujourd'hui ne sera pas différent des autres. Il acte les divergences en attendant des jours meilleurs. Le président Barroso dira, évidemment, que «ça a été un succès». Comme d'habitude.

A. M.

## ÉGYPTE

# Morsi travaille en vue d'un «gouvernement de coalition»

Le président élu égyptien Mohamed Morsi poursuit ses consultations, en vue de former un «gouvernement de coalition» et devra prêter serment samedi devant la Haute cour constitutionnelle, ont rapporté mercredi les médias locaux.

L'armée au pouvoir en Égypte a promis de remettre avant la fin du mois le pouvoir au nouveau chef de l'Etat, issu de la puissante confrérie des Frères musulmans, mais aucune date précise n'a été annoncée officiellement.

«Morsi adresse des messages d'assurances à l'ensemble» de la population, écrit mercredi le quotidien indépendant Al Masry al-Yawm alors

que d'autres journaux évoquent des consultations tous azimuts du premier président civil d'Égypte depuis la fin de la monarchie en 1952.

Il a ainsi rencontré des familles des «martyrs» parmi lesquelles M<sup>me</sup> Leila Marzouk, mère de Khaled Saïd, un jeune égyptien battu à mort le 6 juin 2010 à Alexandrie par des policiers pendant sa garde à vue et qui est devenu un symbole de la répression policière et de la révolte.

Ces familles lui ont demandé de rejurer les responsables de la répression de la révolte de janvier/février 2011, selon les journaux.

Le nouveau président a également reçu des déléga-

tions d'Al-Azhar, la plus haute autorité islamique d'Égypte et de l'Eglise copte orthodoxe.

De nombreux membres de la communauté chrétienne, qui représente 6 à 10% de la population égyptienne, ont exprimé leur inquiétude après l'arrivée au pouvoir d'un islamiste, craignant davantage de discriminations.

Dans son premier discours à la nation dimanche après son élection, M. Morsi s'est posé comme le «président de tous les Égyptiens», appelant à la cohésion entre les différentes composantes de la société.

M. Morsi a fait savoir mardi qu'il cherchait un «indépendant» pour diriger le gouver-

nement, afin d'élargir sa base politique face à l'armée qui conserve de larges pouvoirs.

Le journal gouvernemental *Al-Ahram* a évoqué le nom de Mohamed El Baradei, ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et prix Nobel de la paix 2005, proche des mouvements qui ont lancé la révolte contre le régime de Hosni Moubarak.

Mais des sources politiques citées mercredi par le même journal affirment que M. El Baradei ne s'est pas encore prononcé sur cette offre et discutait de plusieurs aspects liés aux prérogatives, au programme et à la composition du futur gouvernement.

## LIBYE

# La famille de l'ex-Premier ministre libyen empêchée de lui rendre visite

*La famille de l'ex-Premier ministre libyen Al-Baghdadi Al-Mahmoudi, extradé dimanche de Tunisie, ignore le lieu de sa détention et les autorités libyennes empêchent ses proches de lui rendre visite, a affirmé hier mercredi à l'AFP son principal avocat, Me Mabrouk Kourchid.*

«Depuis son extradition, la famille de mon client cherche en vain à lui rendre visite et à avoir une précision sur son lieu de détention auprès des autorités libyennes», a-t-il déclaré.

«Des proches de M.

Mahmoudi s'inquiètent beaucoup sur son sort, surtout après avoir entendu mardi soir des rumeurs sur son décès», a ajouté M<sup>e</sup> Kourchid.

Lundi, l'avocat français de M. Mahmoudi, M<sup>e</sup> Marcel Ceccaldi, avait affirmé que son client avait été hospitalisé pour une hémorragie quelques heures après son arrivée.

Selon l'avocat français, qui a fait ces déclarations au site Médiapart, des violences auraient été exercées durant un interrogatoire par Abdelhakim Belhaj, qui a démissionné en mai

de son poste de gouverneur militaire de Tripoli pour se présenter à l'élection de l'Assemblée constituante le 7 juillet.

Le vice-ministre libyen de la Justice, Khalifa Ashour, avait démenti les accusations dès lundi. M. Mahmoudi «est traité dans le respect des critères internationaux (...)». Il est dans un endroit sûr et ses gardiens ont été choisis avec soin», avait-il affirmé.

Selon M<sup>e</sup> Kourchid, l'ex-Premier ministre libyen avait été isolé dans la prison de Mornaguia, près de Tunis, cinq jours avant son extradi-

tion et a été drogué le jour de son extradition, décidée par le chef du gouvernement Hamadi Jebali sans l'aval du président Moncef Marzouki.

M. Marzouki avait fait savoir publiquement début juin son «opposition de principe» à toute extradition avant les prochaines élections en Libye.

Il se trouvait dans le sud du pays pour des commémorations avec l'armée lorsque M. Mahmoudi a été extradé. Il n'a pas signé le décret d'extradition.

Et il a appris la nouvelle par la presse, de l'aveu même de son conseiller.

## CE MONDE QUI BOUGE

# Tunisie, couacs au sommet de l'État

Par Hassane Zerrouky

L'ex-Premier ministre libyen, Baghdadi Al-Mahmoudi, 70 ans, détenu depuis fin septembre en Tunisie, a été extradé en catimini vers la Libye dimanche dernier, pays où il risque la peine de mort. La mesure a été prise par le gouvernement tunisien dirigé par l'islamiste Hamadi Jabali contre l'avis du président Moncef Marzouki



qui avait refusé de signer le décret d'extradition. Dans un communiqué, la présidence tunisienne a dénoncé une «décision illégale», prise de façon «unilatérale et sans concertation». Elle a accusé le chef du gouvernement tunisien d'être «sorti de ses prérogatives» et de «ternir l'image de la Tunisie». Le chef de l'Etat tunisien, qui s'était opposé à cette extradition, réclamait auprès des autorités libyennes, des garanties sur le respect des droits de l'Homme et un procès équitable pour Al-Mahmoudi. Des ONG tunisiennes de défense des droits de l'Homme ont également dénoncé l'extradition de l'ex-Premier ministre de Mouamar Kadhafi. Et pour l'avocat de l'ancien Premier ministre libyen, il s'agit d'un «rap».

Dans cette affaire, la solidarité entre islamistes tunisiens et libyens a prévalu sur le respect du droit international et des droits humains, et ce, quel que soit le crime dont est accusé l'ex-Premier ministre libyen. En effet, dans une Libye où l'Etat est en pleine reconstruction, et où l'autorité politique peine à s'imposer du fait de la multiplicité des centres de décision et de la présence de milices échappant à tout contrôle, la justice est loin de répondre aux normes internationales. Il ne peut donc y avoir un procès équitable.

De plus, dès son arrivée en Libye, Baghdadi Al-Mahmoudi a été hospitalisé pour une hémorragie suite à des violences. Selon le site français Médiapart, celles-ci auraient été exercées durant un interrogatoire particulièrement musclé par le gouverneur militaire de Tripoli, l'ex-membre d'Al-Qaïda, Abdelhakim Belhadj. Ce cas n'a rien de surprenant en soi : il suffit de se remémorer ces images insoutenables ayant fait le tour de la planète sur la fin de Kadhafi.

Amnesty International et Human Right Watches avaient déjà alerté sur l'existence d'exécutions sommaires de centaines (ou plus) d'agents ou de personnes proches de l'ancien régime, et ce, après qu'ils avaient subi de terribles sévices. Terminons pour signaler que l'extradition de l'ex-Premier ministre libyen fera au moins un heureux, l'ex-chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy. Car Baghdadi Al-Mahmoudi était prêt à témoigner sur le financement de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007 par le régime de Kadhafi. Et comme ce sont les «amis libyens» de l'ex-président de la République française qui sont aux manettes en Libye...

Cette extradition, qui a déclenché une crise sans précédent entre le gouvernement de Hamadi Jebali et le président Moncef Marzouki — ce dernier s'étant senti humilié — est révélatrice du malaise institutionnel régnant au sommet de l'Etat. En vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée constituante en décembre 2011, faisant fonction de «petite constitution», le Premier ministre dispose d'autant sinon plus d'attributions et de prérogatives que le chef de l'Etat. Ennahdha, qui détient le pouvoir exécutif, le sait, et en joue. En soumettant cette affaire d'extradition qualifiée de «transgression de ses prérogatives» à l'Assemblée constituante «afin de prendre les décisions qui s'imposent», Moncef Marzouki vise certainement à provoquer un débat dont la finalité serait une redéfinition des prérogatives présidentielles. Pas sûr cependant qu'Ennahdha, qui domine l'Assemblée constituante, et ses alliés facilitent la tâche au chef de l'Etat. En tout cas, dans une Tunisie caractérisée par une situation tendue, avec en arrière-plan, un risque de confrontation lourd de conséquences, cette affaire d'extradition est une nouvelle preuve de la volonté d'Ennahdha de chercher à s'imposer et d'imposer sa propre vision à la société tunisienne. Les vieux réflexes islamistes et autres anathèmes politico-religieux à l'endroit de ses adversaires refont surface comme l'a si bien montré l'exposition du «Printemps des arts» dans une galerie de la Marsa, à l'origine de violentes manifestations des salafistes. Et les promesses de Ghanouchi qu'Ennahdha a changé sont du «khorti» ! Preuve encore, cette notion de «thaoubit el-islam» (constantes de l'Islam) qu'Ennahdha et ses alliés veulent inclure dans le projet de préambule de la future Constitution tunisienne !

H. Z.